

# DU PACTE BLEU POUR L'EUROPE ET DE LA STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉSILIENCE DANS LE DOMAINE DE L'EAU À UNE ACTION MONDIALE POUR L'EAU

## Contribution du CESE à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026



L'eau joue un rôle vital dans notre société et elle est au cœur de la triple crise qui frappe notre planète. Toutefois, nous sommes encore loin de parvenir à la gérer de manière durable à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi la conférence des Nations unies sur l'eau de 2026 tombe tout à fait à propos pour influencer les processus de prise de décision dans le monde entier et favoriser la responsabilité collective. Elle offre une occasion unique de sonner l'alarme en faveur d'une action mondiale pour l'eau.

*À la suite de l'appel du CESE, l'Union européenne a reconnu l'eau comme une priorité stratégique et a adopté une stratégie pour la résilience dans le domaine de l'eau.*

Nous, le Comité économique et social européen (CESE), en notre qualité d'organe consultatif officiel qui représente la société civile organisée en Europe, n'avons cessé d'être à l'avant-garde de l'action en faveur de l'eau dans l'Union européenne. Dès 2023, nous avons lancé un [appel en faveur d'un pacte bleu pour l'Europe](#) et proposé ainsi pour la première fois de se saisir de la question de l'eau de manière globale, à titre de priorité stratégique, horizontale et autonome. Depuis lors, l'Union européenne a reconnu l'eau comme une priorité stratégique et elle a adopté une stratégie autonome pour la résilience dans le domaine de l'eau.

À présent, nous entendons porter notre engagement en faveur de l'eau dans l'arène mondiale grâce à notre participation à la conférence des Nations unies sur l'eau. À cette fin, notre Comité a adopté un avis qui est entièrement consacré à cette ressource et formule des recommandations concrètes pour en faire une **priorité stratégique** également au niveau international.

La voie à suivre ne fait aucun doute: l'eau est capitale pour la résilience de la société, l'adaptation au changement climatique et la santé des écosystèmes. L'eau et le climat sont en interaction constante, mais la résilience dans le domaine de l'eau dépasse le cadre des seules politiques climatiques et environnementales; elle requiert d'**aligner toutes les politiques**.

Dans sa contribution à la conférence des Nations unies sur l'eau, le CESE appelle à un changement de paradigme partout dans le monde, de sorte à prendre conscience que l'eau constitue un bien public porteur d'une valeur sociale, environnementale et économique. Il propose des actions pour les différents dialogues interactifs qui peuvent contribuer à accélérer les progrès dans la lutte contre la crise mondiale de l'eau, dans tous les secteurs de la société.



**L'eau  
pour les  
populations**

*L'accès à l'eau et à  
l'assainissement est un droit  
humain fondamental.*

Le CESE tient l'accès à l'eau et à l'assainissement pour un droit humain fondamental; aussi considère-t-il que l'accès à l'eau potable doit constituer un droit inaliénable de chaque personne.

Dans les conflits armés, les infrastructures hydriques sont de plus en plus prises pour cible, ce qui menace directement ce droit. C'est pourquoi le CESE exhorte la communauté internationale à condamner sans équivoque et à ériger en crime de guerre toute attaque perpétrée contre des infrastructures hydriques essentielles, indispensables à la survie des civils.

En outre, l'eau ne saurait être réduite au rang de simple marchandise ou d'actif purement financier; au contraire, elle doit être **reconnue pour sa valeur sociale, environnementale et économique**. Ce principe doit guider toute politique nationale et internationale touchant à la gestion et à la gouvernance de l'eau.

Le CESE réitère l'appel qu'il a lancé dans le cadre du pacte bleu pour l'Europe en faveur d'une approche unifiée pour lutter contre la pauvreté en eau, et préconise l'élaboration de lignes directrices visant à contrôler l'accès à des services d'approvisionnement en eau et

d'assainissement de qualité et abordables, moyennant une évaluation des options, de l'impact et des risques tout au long de la durée de vie de ces services.

Les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène appellent un soutien accru au moyen d'approches intégrées, à l'épreuve du changement climatique, qui combinent le développement des infrastructures, la gouvernance et le renforcement des capacités, tout en accordant une attention particulière aux communautés vulnérables et marginalisées. En cas de conflit lié à l'utilisation de l'eau, l'approvisionnement en eau potable doit se voir accorder la priorité.



## L'eau pour la prospérité

*Il convient d'enchâsser la résilience et les conditionnalités dans le domaine de l'eau dans le cadre des politiques financières et industrielles mondiales.*

L'eau constitue une **ressource stratégique** dont dépend le développement économique; aussi les politiques doivent-elles partout dans le monde favoriser l'efficacité, les investissements et la gestion intégrée dans l'ensemble du système que constituent l'eau, l'énergie, les matières premières et les denrées alimentaires.

Il importe de mettre en œuvre toutes les mesures requises, notamment celles relevant de technologies émergentes, pour parvenir à une gestion durable de l'eau. Il convient d'enchâsser la résilience et les conditionnalités dans le domaine de l'eau dans le cadre des politiques financières et industrielles mondiales.

Le stress hydrique constitue une contrainte structurelle et sociale; par conséquent, l'organisation de l'agriculture et des industries utilisant l'eau en grandes quantités doit leur permettre de réduire cette consommation et de mieux réutiliser cette ressource. L'Union européenne doit montrer la voie à suivre et traiter l'eau comme un élément fondamental de ses stratégies dans les domaines industriel et agricole.

Le CESE est partisan de l'extension à l'échelle mondiale du **principe de «priorité à l'utilisation rationnelle de l'eau»** dans les stratégies industrielles et demande d'accélérer la transition vers une société intelligente dans le domaine de l'eau.

Parallèlement, le CESE plaide en faveur de la fixation d'objectifs mondiaux visant à améliorer d'au moins 10 % l'efficacité de l'utilisation de l'eau d'ici à 2030, au diapason des objectifs de la stratégie européenne de résilience pour l'eau, et à accroître considérablement le degré de réutilisation de l'eau dans tous les secteurs d'ici la même année.



## L'eau pour la planète

*Il convient d'envisager les solutions fondées sur la nature, dont les zones humides, comme des infrastructures critiques pour la résilience dans le domaine de l'eau.*

Il est indispensable d'agir immédiatement pour améliorer la gestion de l'eau et la résilience face au changement climatique. Il s'agit notamment de prévenir et d'atténuer la pollution de l'eau, à titre de partie intégrante des efforts de protection de l'environnement et des politiques de relance menés à l'échelle internationale.

Le CESE estime que pour parvenir à la résilience dans le domaine de l'eau, il est nécessaire de **modifier radicalement les comportements dans tous les secteurs de la société**. Une telle transition suppose notamment de réduire la consommation et la pollution, ainsi que de renforcer les mesures relatives à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

La résilience dans le domaine de l'eau et du climat nécessite également de restaurer les écosystèmes et les capacités naturelles de rétention d'eau. Aux fins de cette résilience, il convient d'envisager les solutions fondées sur la nature, dont les zones humides, comme des infrastructures critiques, en veillant à ce qu'elles soient déployées à grande échelle et prises en compte dans l'ensemble des dialogues.

En dernier lieu, conformément à l'approche «de la source à la mer», il convient d'accroître la cohérence entre les politiques relatives à l'eau et aux mers, en articulant les cadres de gouvernance de sorte à répondre aux enjeux communs.



## L'eau pour la coopération

Une gouvernance inclusive, la coopération transfrontière et la participation des parties prenantes sont indispensables pour parvenir à une société intelligente dans le domaine de l'eau et pour garantir la paix, la stabilité et la résilience. Il convient de s'employer plus avant à mettre en place des partenariats avec d'autres organisations non gouvernementales.

Afin d'assurer une gouvernance intégrée et transversale de l'eau et sa bonne prise en compte dans toutes les politiques pertinentes, le CESE plaide en faveur d'une action coordonnée entre les secteurs et les échelons de gouvernement. Il propose d'appliquer systématiquement un **«test hydrique»** à toutes les initiatives politiques européennes et mondiales pertinentes, afin d'évaluer leur incidence sur les ressources en eau, l'utilisation rationnelle de l'eau et la résilience dans le domaine de l'eau, et de garantir leur cohérence avec les objectifs de gestion durable de l'eau.

*Une gouvernance inclusive, la coopération transfrontière et la participation des parties prenantes sont indispensables pour parvenir à une société intelligente dans le domaine de l'eau et pour garantir la paix.*

*Donner à la prochaine génération de professionnels de l'eau les moyens d'agir est déterminant pour l'avenir de la gouvernance de l'eau.*

La stratégie «**Global Gateway**» de l'Union européenne constitue un outil pertinent au titre des stratégies de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, qui permet d'appuyer la diplomatie scientifique, la gouvernance transfrontière, les infrastructures hydriques durables, les réformes en matière de gouvernance et les solutions numériques dans le domaine de l'eau dans les pays partenaires. Dans le cadre de l'action extérieure de l'Union, il convient de tirer parti de la priorité d'investissement de cette stratégie concernant l'éducation et les compétences en soutenant les transferts de connaissances et le renforcement des capacités.

Par ailleurs, les bassins hydrographiques devraient constituer l'unité de base de la gestion de l'eau, de la planification et de l'analyse, également dans des contextes transfrontières. Les plateformes de parties prenantes à l'échelle de ces bassins devraient favoriser la coordination de la prise de décision, des échanges de données et de l'allocation des ressources afin d'améliorer la gestion partagée de l'eau.

La **numérisation**, le caractère fiable, accessible et interopérable des données et les systèmes d'intelligence artificielle sont aussi essentiels pour parfaire la transparence, les performances et la prise de décision. Les cadres mondiaux de surveillance devraient inclure tous les utilisateurs et toutes les utilisations, et s'appuyer sur le principe consistant à utiliser à bon escient la bonne ressource en eau.

Enfin, le CESE reconnaît le rôle déterminant que jouent les jeunes professionnels pour l'avenir de la gouvernance de l'eau; aussi souligne-t-il toute l'importance de donner à la prochaine génération de professionnels de l'eau les moyens d'agir grâce à des programmes de leadership et à des initiatives de renforcement des capacités.



## L'eau dans les processus multilatéraux

*La pénurie d'eau et les risques liés à l'eau font peser une menace croissante sur la paix et la stabilité dans le monde.*

Le multilatéralisme est vital pour faire progresser l'action mondiale pour l'eau, et il est un instrument indispensable lorsqu'il s'agit d'aborder la rareté des ressources, de gérer les phénomènes météorologiques exceptionnels ou encore de remédier à la répartition inégale des ressources.

Il est nécessaire de mettre rapidement en œuvre les accords internationaux touchant à l'action pour l'eau, tels que le programme de développement durable à l'horizon 2030, l'accord de Paris, le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et le traité des Nations unies sur la haute mer.

Parallèlement, il faut redoubler d'efforts pour mobiliser les partenaires des Nations unies dans le cadre de la «décennie internationale d'action (2018-2028)», en coopération avec le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement.

Le CESE réaffirme sa prise de position sur la **diplomatie bleue** et insiste sur la menace croissante que la pénurie d'eau et les risques liés à l'eau font peser sur la paix et la stabilité dans le monde, sachant que cette ressource peut servir aussi bien d'instrument de paix, de démocratie et de développement que de machine de guerre et de conflit.



## Investissements en faveur de l'eau

*Il est indiqué de favoriser les voies de financement qui mettent en commun les capitaux publics et privés afin de garantir que les investissements débouchent sur des résultats mesurables dans le domaine de la résilience.*

Parvenir à sécuriser l'approvisionnement en eau nécessite des prestataires de services viables sur le plan financier ainsi que des cadres réglementaires éthiques et inclusifs qui favorisent la durabilité, l'efficacité, la récupération des coûts et l'évaluation comparative des performances, tout en **préservant le caractère abordable et l'universalité de l'accès**.

Il est aussi vital et indispensable d'accroître les investissements, mais à elles seules, les ressources publiques n'y suffiront pas. Il est indiqué de favoriser les voies de financement qui mettent en commun les capitaux publics et privés afin de garantir que les investissements débouchent sur des résultats mesurables dans le domaine de la résilience.

Le CESE fait observer que les contraintes qui pèsent sur l'investissement dans le domaine de l'eau ne se limitent pas au manque de capitaux et de retour sur investissement: l'incertitude réglementaire, la capacité limitée à monter des projets et les environnements peu propices découragent les financements tant publics que privés.

Toutefois, l'expérience montre qu'il est souhaitable pour les citoyens que la fourniture d'eau potable soit assurée par le secteur public, lequel est attaché à des infrastructures publiques durables. Ainsi, les services liés à l'eau potable et aux eaux usées devraient être financés en premier lieu par des fonds publics.



**Comité économique  
et social européen**

Rue Belliard/Belliardstraat 99  
1040 Bruxelles/Brussel  
BELGIQUE/BELGIË  
[eesc.europa.eu](http://eesc.europa.eu)



*Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium*

EESC-2026-34-FR

© Union européenne, 2026

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

**Print:**

QE-01-26-028-FR-C

ISBN 978-92-830-7145-7

doi:10.2864/3989633

**PDF:**

QE-01-26-028-FR-N

ISBN 978-92-830-7144-0

doi:10.2864/8770039

 @european-economic-social-committee

 @eu\_civilsociety

 @EuropeanEconomicAndSocialCommittee

 @EU\_EESC

 @eesc.bsky.social



Office des publications  
de l'Union européenne



**FR**